

Publié le 5 février 2019

La Saerp devient Île-de-France Construction durable

C'est une page qui se tourne. Créée en 1956, la Société d'aménagement et d'équipement de la région parisienne (Saerp) a décidé de devenir, en ce début d'année, Île-de-France Construction durable. Pour mieux coller à la réalité de ses savoir-faire et affirmer des engagements forts.



« Ce changement marque un tournant dans l'histoire de notre société. Un nouveau nom qui s'est imposé de lui-même par sa simplicité et son évidence », affirme **Mathias Doquet-Chassaing**, directeur général d'**Île-de-France Construction durable**. « Saerp ne correspondait plus à notre activité puisque nous ne faisons plus d'aménagement depuis longtemps. De plus, la notion de « région parisienne » ne relève pas d'une réalité administrative. Alors que nous sommes un outil de la Région Île-de-France, à hauteur de 96,4% dans notre capital, il était temps de faire correspondre le nom à ce que nous faisons au quotidien », poursuit-il.

« Le nouveau nom permet d'afficher plus clairement notre métier de maître d'ouvrage délégué pour la construction et la rénovation d'équipements publics », poursuit le directeur général. Un modèle « atypique » valorisant la **maitrise d'ouvrage déléguée** comme mode de réalisation : expertise dans le pilotage d'opération, parfaite maitrise de l'environnement des collectivités locales, mutualisation et professionnalisation des techniques d'achat, respect des délais de paiements, etc.

Le gros chantier des lycées franciliens

« Nous faisons essentiellement des interventions en construction et rénovation énergétique et thermique », rappelle Mathias Doquet-Chassaing, à la tête d'une équipe pluridisciplinaire de 48 collaborateurs. L'essentiel des interventions relève du plan d'urgence pour les lycées d'Île-de-France. Un lycée sur 3 y est en état de vétusté, 10 % en sureffectifs et des chantiers trop longs (8 ans en moyenne !).

Le Conseil régional a donc décidé de sortir l'artillerie lourde : sur les 470 lycées, 190 doivent faire rapidement l'objet d'opérations lourdes. Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) a été révisé en 2017 pour porter l'effort de 2 à 5 milliards d'euros d'ici 2027. Objectifs : créer 20 800 nouvelles places, construire 12 nouveaux lycées (dont 3 internationaux), réaliser 23 extensions d'établissements existants. « Nous intervenons sur la construction et prochainement sur la maintenance des équipements publics, ce qui est pour nous une nouveauté », poursuit le directeur général. Mais la Spl accompagne d'autres projets, comme par exemple **l'île de loisirs de Vaires-Torcy**, qui recevra les futures compétitions de canoë-kayak et d'aviron des Jeux olympiques de Paris en 2024. Ce sera le premier site olympique à être inauguré, avant la fin de cette année. Trois ans de travaux ont été nécessaires pour mener à bien le chantier de réaménagement du site.